

Déficit de financement des entreprises, projets de logements et d'infrastructures en Côte d'Ivoire Le Ministre Adama Coulibaly explique les enjeux du financement de long terme



Dans le cadre de l'initiative de Financement de Long Terme (FLT) lancé en 2017, le ministre de l'Economie et des Finances, Adama Coulibaly, a procédé ce vendredi 14 février 2020 à l'Hôtel Pulmann d'Abidjan-Plateau, au lancement du Rapport de diagnostic sur ledit financement de la Côte d'Ivoire. Initiative conjointe de la Banque africaine de développement (BAD), du programme FSDAfrica, de la Coopération allemande au développement (GIZ) et du Making Finance Work for Africa, le ministre Adama Coulibaly a saisi cette opportunité pour expliquer les enjeux du financement sur le long terme pour des économies africaines qui aspirent à l'émergence comme la nôtre. Le rapport vise à combler le déficit de financement des entreprises, ainsi que certains projets essentiels tels l'habitat et les infrastructures.

« Le financement de long terme, en facilitant les investissements longs, est le socle du développement durable. Dès lors, pour nous pays africains, qui aspirons à l'émergence, l'un des défis à relever est celui de l'augmentation de ce type de financement à travers la mobilisation de l'épargne disponible pour les besoins d'investissements de l'économie », a fait savoir le ministre Adama Coulibaly.

A en croire le ministre de l'Economie et des Finances, la réalisation du diagnostic du financement de long terme pour la Côte d'Ivoire revêt un grand intérêt pour le Gouvernement.

D'abord, a indiqué le ministre Adama Coulibaly, le développement des infrastructures stratégiques occupe une place de choix dans la stratégie visant l'émergence de la Côte d'Ivoire. Rappelant, à ce titre, que l'Indice de développement des infrastructures en Afrique (AIDI) de la BAD place la Côte d'Ivoire dans le segment « de gamme moyenne » en Afrique, le ministre de l'Economie et des Finances a relevé que cette situation fait perdre d'importants points de croissance à ce pays. « Pour ce faire, il nous faudra relever le défi du déficit de financement des infrastructures (hydrauliques, routes, chemin de fer, aéroports, ports et télécommunications, électricité, eau, assainissement) qui est estimé par Global Infrastructure Hub (GIH) à plus de 50 milliards \$ US jusqu'en 2040 », a expliqué le ministre Adama Coulibaly.

Ensuite, concernant les petites et moyennes entreprises (PME) en particulier, le ministre de l'Economie et des Finances a souligné qu'elles jouent un rôle essentiel pour identifier des nouvelles opportunités et créer des emplois. Non sans citer, entre autres initiatives du Gouvernement pour témoigner son attention à ce secteur, les réformes du cadre juridique, institutionnel et réglementaire visant l'amélioration de l'environnement des affaires (loi sur les PME, création de l'Agence Côte d'Ivoire PME, Fonds de Garantie nouvellement crée), et des mesures d'ordre financier (sous-traitance, convention Etat- APBEFCI portant sur la commande publique, les initiatives en faveur des champions nationaux). « En dépit de ces efforts, les PME continuent de faire face à des contraintes au nombre desquels nous pouvons mentionner le manque de financement qui freine leur potentiel de développement. Le rapport relève à juste titre que le déficit annuel de financement des PME en 2017 se situait entre 3,9 milliards et 4,2 milliards \$ US en Côte d'Ivoire, et que 58% de ces besoins de financement visent à soutenir principalement les dépenses en capital. (...) le besoin de financement est énorme. Il est essentiel de remédier à ces difficultés de financement de long terme si nous voulons arriver à créer une masse critique de PME à même de contribuer à la création de richesse et à la résorption du chômage », a noté le ministre Adama Coulibaly.

Le ministre de l'Economie et des Finances a, enfin, assuré que le Gouvernement met également un point d'honneur sur le secteur du logement dans le cadre de sa politique sociale ; avec pour objectif d'offrir à la majorité des Ivoiriens des logements décents à des coûts abordables. Pour réaliser cet objectif sectoriel, a révélé le ministre Adama Coulibaly, l'Etat a initié des réformes avec de nouveaux outils de financement pour redynamiser le secteur de l'habitat. « Malgré ces réformes, l'offre de logements demeure très faible, faute de financement adéquat. (...) Comme le rapport le relève, le déficit de logements en Côte d'Ivoire est estimé à 600 000 unités avec un besoin annuel de logements neufs estimé à 200 000 unités pour la seule ville d'Abidjan. (...) les prêts au secteur du logement (...) représentent environ 1% de l'ensemble des prêts bancaires entre 2012 et 2016. Malgré une légère amélioration en 2017 (3,1%) et 2018 (2%), force est de constater que le niveau de financement demeure toujours assez bas », a regretté le ministre de l'Economie et des

Finances, tout en souhaitant que les discussions sur les conclusions du rapport permettront d'enrichir les propositions et de dégager un plan d'actions pour la mise en œuvre des solutions concrètes aux défis opérationnels et structurels identifiés pour l'accès aux financements de long terme en Côte d'Ivoire.

Pour l'économiste en chef et vice-président du département "Gouvernance économique et Gestion des Savoirs" à la BAD, Charles Lufumpa, les autres types de financement étant insuffisants, le besoin de financement de long terme s'avère nécessaire, au point de s'élever à 1,3 milliard \$ US. Dans son intervention de clôture de la présentation dudit rapport, Mme le Directeur de Cabinet du ministre de l'Economie et des finances, Minafou Fanta Coulibaly-Koné, a mis l'accent sur l'importance de l'éducation financière des masses, pour la prise en compte des enjeux liés aux infrastructures, aux logements et au financement des entreprises.

SOURCE : SERCOM MEF